



UNION EUROPEENNE

DELEGATION EN REPUBLIQUE DU BENIN

Projet « Construire de nouvelles coopérations entre pasteurs nomades et transhumants et les Etats de l'initiative d'Accra »

PROMEDIATION

Séminaire régional

« Quelles formes de coopération pour la sécurisation des espaces transfrontaliers dans le Nord des États du Golfe de Guinée ? »

**Discours de
Mme Sylvia Hartleif,
Ambassadrice de l'Union européenne au Bénin**

Hotel Azalay, mardi 28 février 2023

- Excellence, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
- Monsieur le Chef de Coopération et Chef de Mission Adjoint de l'Ambassade des Pays Bas au Bénin, Cher Antonie
- Monsieur le Directeur Exécutif de l'Initiative d'Accra
- Monsieur de Directeur de l'AbeGief

- Monsieur le Haut-Commissaire à la sédentarisation des éleveurs
- Messieurs les Représentants des différents ministères de Ghana, Côte d'Ivoire, Togo et Bénin
- Messieurs les Préfets, Messieurs les Maires
- Messieurs les Représentants des organisations pastorales
- Monsieur le Directeur de de PROMEDIATION
- Chers participants, en vos rangs et qualités respectifs
- Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui à l'occasion du séminaire régional sur la coopération pour la sécurisation des espaces transfrontaliers dans le Nord des États du Golfe de Guinée, organisé en étroite collaboration entre le Gouvernement du Bénin, les Pays-Bas, l'Union européenne et Promediation.

L'atelier d'aujourd'hui sera une excellente occasion de partager des analyses et expériences et de nouer une coopération entre les acteurs politiques, sécuritaires et pastoraux sur les conditions de gestion et de sécurisation de la transhumance transfrontalière afin de limiter l'expansion de l'extrémisme violent dans la sous-région.

Les pasteurs nomades et transhumants constituent 100 à 200 millions de personnes dans le monde. Ils apportent une contribution importante aux économies locales, nationales et

régionales. Les pasteurs ont beaucoup à offrir en termes de connaissances autochtones uniques, de contributions économiques et de diversité culturelle.

Acteurs fragiles de l'économie régionale, les communautés nomades d'Afrique de l'Ouest sont elles aussi touchées par la dégradation de la situation sécuritaire dans la région, alors que des cellules djihadistes essaient aujourd'hui depuis le centre du Mali, le Gourma Nigérien, le nord et l'est du Burkina Faso pour s'implanter aux frontières méridionales du Burkina-Faso et dans les régions frontalières du nord des pays du Golfe de Guinée, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Elles sont en effet présentes sur une grande partie des territoires concernés.

Ces espaces périphériques sont marqués par une récurrence des conflits entre populations agricoles et pastorales sur fond de croissance démographique, de raréfaction des ressources naturelles et des terres arables. Les tensions communautaires persistantes, alimentées par les inégalités économiques, les conflits fonciers et les enjeux de gouvernance locale sont instrumentalisées par les groupes armés sahéliens pour renforcer leur stratégie d'intégration au tissu social local du nord des pays côtiers. Dans les zones transfrontalières, la violence prospère volontiers sur les difficultés d'accès aux services de base (santé, éducation, infrastructures, etc.) et le manque de perspectives pour la jeunesse.

Le pastoralisme transhumant est alors progressivement remis en cause car perçu comme un vecteur d'insécurité. À cet égard,

les questions des flux de bétails et de leur gestion par les populations nomades ainsi que leurs rapports aux populations sédentaires sont devenues un enjeu crucial pour les pays du Golfe de Guinée.

Par ailleurs, et face à des groupes armés de plus en plus résilients et basés localement, le partage d'expérience et la coopération régionale sur le plan sécuritaire sont d'autant plus essentiels.

Mesdames et Messieurs,

La sécurité ne peut être durable que si elle est inclusive. Les pasteurs disposent d'une connaissance fine des territoires et de l'environnement dans lequel ils évoluent, ce qui les placent en position de « lanceurs d'alerte » naturels devant les risques d'émergence de toute crise locale - notamment terroriste. Mais plus que toute autre, les communautés nomades et transhumantes incarnent les principes d'une intégration sociale et économique régionale fondés sur la liberté de circulation et des échanges par-delà les frontières administratives des États.

Pour autant, arc-boutées sur ce principe de libre-circulation garanti par la CEDEAO, le monde pastoral contribue également à la montée des tensions en refusant des pratiques ou de régulations plus strictes de la transhumance transfrontalière. Alors que la pression sur les ressources naturelles s'aggrave en raison de l'augmentation régulière des cheptels et avec elle les conflits armés, les éleveurs tendent à s'armer ou à se mettre

sous la protection de groupes violents. Ainsi les collusions opportunistes avec des groupes « terroristes » ou « djihadistes » tendent à jeter l'opprobre sur l'ensemble des communautés pastorales et générer des contre-mesures globales et non proportionnelles visant injustement l'ensemble de ces communautés, non seulement au Sahel mais dorénavant également dans les pays du Golfe de Guinée.

En démontrant l'utilité des forces d'état, notamment dans la lutte contre le vol de bétail, et en construisant une relation de confiance avec les organisations pastorales, cela permettra ainsi de changer les mentalités et de limiter le recrutement et le financement de groupes armés djihadistes dont les discours ciblent des populations qui se disent malmenées voir persécutées par l'action des agents des États à leur encontre.

Changer les mentalités et les perceptions traditionnelles nécessite un véritable effort commun. C'est dans ce contexte que l'atelier d'aujourd'hui propose, d'une part, de favoriser le partage d'analyse et d'expérience entre les acteurs sécuritaires des États membres de l'Initiative d'Accra sur les stratégies des groupes armés, les leçons apprises de la situation au Sahel ainsi que les défis et opportunités de la coopération régionale. D'autre part, les discussions d'aujourd'hui devraient soutenir l'émergence d'une position commune entre les acteurs politiques, sécuritaires et pastoraux des États côtiers sur les

conditions de gestion et de sécurisation de la transhumance transfrontalière.

Consciente de l'importance du rôle des communautés pastorales dans la cohésion sociale et de la nécessite de renforcer le dialogue et la coopération entre communautés et État pour une sécurité inclusive, l'Union européenne est fière de soutenir PROMEDIATION à hauteur de 1,6M euros pour la mise en œuvre de son projet « *Construire de nouvelles coopérations entre pasteurs nomades et transhumants et les Etats de l'initiative d'Accra* ».

Cette contribution arrive à un moment où l'Union européenne et ses Etats membres développent une collaboration sans cesse plus étroite avec le Bénin et les pays de la région face aux défis sécuritaires considérables. C'est en travaillant ensemble que nous pouvons faire la différence.

Par conséquent, je souhaiterais exprimer mes remerciements au gouvernement béninois, aux Pays-Bas et aux organisateurs mais également aux participants de cet atelier qui ont accepté de consacrer le temps et leurs connaissances pour essayer de trouver une approche concertée sur les conditions de gestion et de sécurisation de la transhumance transfrontalière

Je vous souhaite des échanges fructueux autour de ces thématiques.

Je vous remercie pour votre attention.